

---

## [Déclaration de la société civile sur les mesures compensatoires et les crédits en faveur de la biodiversité](#)

- [Télécharger en pdf](#) - Signez la déclaration [ici](#)

Nous, soussignés, exprimons nos vives inquiétudes concernant les systèmes de mesures compensatoires et de crédits en faveur de la biodiversité, ainsi que les systèmes d'échange connexes. Les marchés de la biodiversité sont calqués sur les marchés du carbone, qui présentent de graves lacunes. En outre, ces systèmes présentent des problèmes et des dangers insurmontables :

### **Une mauvaise réponse à une mauvaise question**

- La justification qui est avancée pour justifier les mesures compensatoires et les crédits en faveur de la biodiversité est qu'il existerait un fossé énorme entre les fonds qui sont nécessaires et les fonds disponibles pour la protection de la biodiversité. Les crédits et compensations en faveur de la biodiversité s'appuient sur un modèle « forteresse » de la conservation, considéré du haut vers le bas, qui est extrêmement inefficace et coûteux et qui a souvent donné lieu à des violations des droits humains. Ce modèle n'est pas la bonne solution pour lutter contre la perte de biodiversité.
- Au lieu de cela, d'autres formes éprouvées de protection de la biodiversité, telles que la désignation légale des territoires des peuples autochtones et des réglementations environnementales appliquées strictement devraient être mises en œuvre.
- Il existe un déficit dans la prévention et la réglementation des activités destructrices de biodiversité, estimé à 7 000 milliards de dollars annuels en 2023. La réforme et la réorientation des subventions nuisibles, estimées à 1 700 milliards de dollars en 2022 et l'octroi d'un financement public sous forme de subventions sont de bien meilleurs moyens de combler le déficit de financement, évitant ainsi le recours à des systèmes de financement risqués.<sup>1</sup>
- Tout comme la compensation des émissions-carbone freine les ambitions climatiques, la compensation de la biodiversité ne fera que retarder l'adoption de mesures urgentes pour combattre les causes profondes de la perte de biodiversité.

### **Compensation et écoblanchiment**

- Les engagements cumulés en matière de réduction des émissions de carbone d'origine terrestre, avant la mise en œuvre des nouveaux crédits de biodiversité d'origine terrestre qui sont en train d'être développés, s'élèvent d'ores et déjà à 1200 millions d'hectares dans le monde, soit presque autant que l'ensemble des terres agricoles disponibles.<sup>2</sup> Il n'existe plus assez de terres pour compenser les émissions de carbone ou la perte de biodiversité sans déplacer des populations et compromettre les systèmes alimentaires.
- Sur la base de la longue expérience dans les crédits carbone, les affirmations selon lesquelles les

---

crédits de biodiversité sont des « contributions supplémentaires » à la protection de la biodiversité et ne seraient pas utilisés en fin de compte à des fins de compensation soit naïves, soit mensongères.<sup>3</sup> Si des crédits de biodiversité sont achetés sans intention de les utiliser à des fins de compensation, ils sont très probablement achetés à des fins de spéculation et d'écoblanchiment.

## **Échec en matière d'équité et de droits**

- Les marchés internationaux de la biodiversité pourraient permettre aux élites, en particulier dans le Nord, de continuer à détruire les écosystèmes, tout en achetant des crédits compensatoires abondants et bon marché dans le Sud.
- La compensation de la biodiversité peut créer des conflits vis-à-vis des droits fonciers et l'utilisation des terres, des pêcheries et des forêts, entrant en concurrence avec l'agroécologie et l'agriculture des petits paysans, et compromettre la souveraineté alimentaire. Elle entraînera probablement des accaparements de terres, déplacements de communautés, et une augmentation des inégalités foncières<sup>4</sup> et des violations des droits humains comme c'est déjà le cas pour la compensation carbone.<sup>5</sup>
- Les peuples autochtones, les communautés locales, les paysans et autres petits producteurs d'alimentation, les femmes et les jeunes, qui sont les gardiens de la majeure partie de la biodiversité de la planète, ne reçoivent généralement qu'une fraction des recettes des projets de compensation menés sur leurs terres, alors que les promoteurs de projets et les intermédiaires financiers empochent la plus grande part. Il est en outre peu probable que les ressources générées par l'offre et la demande du marché soient accessibles de façon équitables aux communautés.

## **Perpétuer les échecs du marché**

- La marchandisation de la nature par l'évaluation monétaire des fonctions des écosystèmes et la création de marchés de la biodiversité s'oppose fondamentalement aux cosmogonies et aux visions de l'environnement de nombreux peuples autochtones et autres communautés, qui considèrent la nature comme notre mère, et non comme une marchandise<sup>6</sup>.
- Les mesures compensatoires et les crédits de biodiversité permettent aux marchés privés de fixer les prix et les priorités des actions en faveur de la biodiversité, réduisant ainsi le rôle des gouvernements dans la protection de la biodiversité en tant que bien public. La protection de la biodiversité basée sur les marchés, motivée principalement par des considérations financières et de la spéculation à court terme, ne peut pas s'aligner avec les connaissances scientifiques sur les besoins de priorisation des espèces et des écosystèmes<sup>7</sup>.
- Les mécanismes de compensation reposent typiquement sur la création d'un scénario futur évaluant ce qui se serait passé si le projet n'avait pas été compensé. Or de tels scénarios de référence se sont avérés extrêmement faciles à manipuler, donnant lieu à des crédits erronés et sans vidés de leur valeur.
- Il est difficile de prouver « l'additionnalité » d'un projet, car il est impossible de démontrer que les résultats de la conservation n'auraient pas eu lieu dans un autre cas de figure. Atteindre la « permanence », c'est-à-dire démontrer que les changements positifs perdureront dans le temps, est intrinsèquement impossible. Les « fuites », c'est-à-dire les cas où les effets négatifs sur la biodiversité ne font que se déplacer ailleurs, constituent un risque tangible.
- Les problèmes liés à l'additionnalité, à la permanence, aux fuites et à la manipulation de la base de

---

référence seront beaucoup plus graves et difficiles à résoudre sur les marchés de la biodiversité que sur les marchés du carbone, où ces problèmes sont déjà légion.

### **Méthodes de mesure insuffisantes**

- La recherche d'une unité commune à des fins de comptabilisation de la biodiversité impliquerait une simplification excessive du fonctionnement des écosystèmes et des valeurs qui les régissent. Il n'est pas possible de simplifier des millions d'espèces et leur réseau complexe d'interdépendances en les réduisant à quelques actifs négociables<sup>8</sup>.
- Les propositions visant à mesurer les gains de biodiversité reposent sur des méthodologies médiocres, dont beaucoup permettent de sélectionner des indicateurs, en ignorant des attributs importants et uniques des écosystèmes.
- Les différentes manières de vivre de, dans, avec et comme la nature illustrent les défis que représentent la prise en compte des diverses valeurs des peuples, qui ne sont ni comparables ni interchangeables<sup>9</sup>.

### **Recettes incertaines**

- Les « investissements » réalisés sur les marchés de la biodiversité seront instables et changeants, ce qui entraînera des fluctuations imprévisibles des revenus pour les bénéficiaires et des incitations économiques inconstantes pour la conservation<sup>10</sup>.
- Aucune grande entreprise n'a confirmé son intérêt pour l'achat de crédits de biodiversité. En outre, elles se retirent des marchés du carbone après la révélation récente de leurs défauts inhérents. Il y a tout lieu de penser que le marché de la biodiversité suivra la même voie. Mauvaise gouvernance et conflits d'intérêts
- Il n'existe pas de réglementation efficace fondée sur les droits de l'homme et le droit de l'environnement. Les mécanismes de compensation et de crédits biodiversité qui entraînent des violations des droits de l'homme ou qui ne respectent pas les normes environnementales minimales sont rarement sanctionnés.
- L'implication centrale d'organisations telles que Verra est très problématique. Elles ont été responsables de l'émission de centaines de millions de crédits carbone fictifs et n'ont pas été en mesure d'empêcher les violations des droits humains dans les projets qui ont été audités conformément à leurs normes<sup>11</sup>.
- L'expérience des marchés du carbone nous a montré qu'il existe un conflit d'intérêts lorsque c'est la même organisation qui bénéficie financièrement de l'émission de crédits tout en supervisant le processus de normalisation et de validation et vérification par une tierce partie.

Les crédits biodiversité et les mécanismes de compensation sont une fausse solution à un faux problème - il y a d'autres approches bien plus efficaces pour augmenter les financements pour la biodiversité, sans avoir recours à ces mécanismes risqués. La compensation de la biodiversité, comme la compensation du carbone, permet aux pays riches, aux entreprises, aux institutions financières et à d'autres acteurs de tirer profit de la crise de biodiversité qu'ils ont créée et de maintenir le statu quo, en évitant de prendre des décisions politiquement difficiles pour réglementer les activités destructrices au niveau national, tout en créant une nouvelle classe d'actifs pour leurs

---

secteurs financiers.

Nous appelons les gouvernements, les organismes multilatéraux, les organisations de protection de la nature et les autres acteurs à mettre un terme à la promotion, au développement et à l'utilisation des mécanismes de compensation et de crédits biodiversité. Au lieu de cela, nous leur demandons de donner la priorité aux changements transformationnels en s'attaquant aux causes sous-jacentes de la perte de biodiversité, notamment en promouvant une réglementation plus stricte des activités nuisibles réalisées par les entreprises; en reconnaissant, respectant, protégeant et promouvant les droits fonciers des peuples autochtones, des communautés locales, des petits producteurs alimentaires et des femmes; en stoppant les flux financiers et investissements nuisibles à la biodiversité et aux peuples; en supprimant les subventions gouvernementales nuisibles; en modifiant les modes de production et de consommation, en particulier ceux des pays riches; en soutenant une juste transition, y compris la transformation des systèmes alimentaires vers l'agroécologie; en veillant à ce que les fonds soient versés directement et équitablement aux peuples autochtones, aux communautés locales, aux petits producteurs alimentaires, aux femmes et aux jeunes pour des approches communautaires; en recherchant des moyens de conservation efficaces et équitables et en prenant des mesures immédiates pour réduire progressivement l'approvisionnement et l'utilisation des combustibles fossiles.

**SIGNATAIRES (au 29 septembre 2024) - [Voir ici](#) la liste mise à jour des signataires.**

### **Organisations mondiales de la société civile**

1. A Growing Culture
2. Association For Promotion Sustainable Development
3. BankTrack
4. CIDSE (Coopération internationale pour le développement et la solidarité)
5. Community And Family Aid Foundation-Ghana
6. Corporate Accountability
7. Denkhausbremen
8. EcoNexus
9. ECOS
10. Environmental Investigation Agency
11. ETC Group
12. Fern NGO
13. FIAN International
14. Friends of the Earth International
15. Global Forest Coalition
16. Global Justice Association
17. Global Justice Ecology Project
18. Global Youth Biodiversity Network
19. GRAIN
20. Green Global Future
21. Habitat International Coalition- Housing and Land Rights Network
22. Heinrich Böll Foundation
23. HEKS/EPER Swiss Church Cooperation
24. Indigenous Environmental Network
25. Initiative for Equality (IfE)
26. INSPIRIT Creatives

- 
27. International Accountability Project
  28. IUCN CEM Eastern Europe
  29. MOBILIZED NEWS NETWORK
  30. Navdanya International
  31. Profundo
  32. Rainforest Action Network
  33. Rainforest Foundation UK
  34. Rettet den Regenwald
  35. Schola Campesina Aps
  36. Smart Youth Network Initiative
  37. Society for International Development
  38. Survival International
  39. Third World Network
  40. Transnational Institute
  41. Tripla Difesa On Ius Guardie Sicurezza Sociale ed Eco Zoofila
  42. Udaan Youth Club
  43. War on Want
  44. What Next?
  45. Women4Biodiversity
  46. Women's Earth and Climate Action Network (WECAN) International
  47. Women's Environment and Development Organization
  48. WOMENVAI
  49. World Animal Protection
  50. World Rainforest Movement

### **Organisations régionales de la société civile**

51. Action for Climate and Environmental Sustainability ~ ACES
52. Alianza Biodiversidad en América Latina
53. Biofuelwatch
54. Chirapaq/ECMIA
55. Convergence Globale des Luttesspour la Terre, eau et les semences paysannes CGLTE-OA
56. Corporate Europe Observatory
57. Earth Thrive
58. Ecoropa
59. FIDEPE (Fondation Internationale pour le Développement, l'Éducation, l'Entreprenariat et la Protection de l'Environnement)
60. Focus on the Global South
61. Friends of the Earth Europe
62. Gritode los Excluidos Continental
63. Insituto Maíra
64. Instituto Madeira Vivo
65. JVE
66. MAELA
67. Mouvement d'Action Paysanne
68. Natural Justice
69. Ogiek Peoples' Development Program (OPDP)
70. Pacto Ecosocial e Intercultural del Sur
71. PAN Asia Pacific
72. PELUM Association

- 
73. Pesticide Action Network Asia Pacific
  74. Redde Acción en Plaguicidas, RAP-AL
  75. Redde Cooperación Amazónica REDCAM
  76. Resilient40 (R40) Africa
  77. Southeast Asia Regional Initiatives for Community Empowerment
  78. TAFATAFA
  79. Tamil Nadu Land Rights Federation
  80. Youth Volunteers for Environment Ghana

### **Organisations nationales de la société civile**

81. Aalem for Orphan and Vulnerable Children, Inc.
82. Abibi Nsroma Foundation
83. Acción Ecológica
84. Actions Sans Frontières
85. ADJMOR
86. Aksi! for gender, social and ecological justice
87. Al-Haq
88. Alliance for Sustainable and Holistic Agriculture (ASHA)
89. Asociación Nacional de Empresas Comercializadoras de Productores del Campo AC
90. Association for Farmers Rights Defense, AFRD
91. Association Nigerienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN)
92. Association of Young People for Environmental Protection in Guinea-Bissau
93. Association pour la Conservation et la Protection des Écosystèmes des Lacs et l'Agriculture Durable
94. Association Pour la protection de l'Environnement et le Développement Durable de Bizerte (APEDDUB)
95. Awaz CDS-Pakistan
96. Awinakola Foundation
97. Biodiversity Conservation Center
98. Biowatch South Africa
99. Broederlijk Delen
100. Brot für die Welt
101. Bruno Manser Fonds
102. Build Peace and Development
103. CAMBIUM
104. Censat Agua Viva
105. Center for Environment/FoE BiH
106. Center for Peace Education and Community Development
107. Centre for Citizens Conserving Environment & Management (CECIC)
108. Centro de estudios Heñói
109. Centro de Estudios y apoyo al Desarrollo Local
110. Centro Ecosocial Latinoamericano
111. Centro Eori de Investigación y Promoción Regional
112. Centro Interdisciplinario de Investigación y Desarrollo Alternativo U Yich Lu'um
113. Chandra Jyoti Integrated Rural Development Society (CIRDS) Dhading Nepal
114. Climate and Community Project
115. Colectivo por la Autonomía
116. Collectif pour la défense des terres malgaches -TANY
117. Collective Determination

- 
118. Consumers' Association of Penang
  119. Dejusticia - Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad
  120. DKA Austria - Dreikönigsaktion der Katholischen Jungschar
  121. Don't gas Indonesia
  122. DUKINGIRE ISI YACU (DIY)
  123. ECOLISE
  124. Ecologistas en Acción
  125. ECORE
  126. Ei polteta tulevaisuutta
  127. Enda Pronat
  128. ESG
  129. Family Farm Defenders
  130. FDCL-Center for Research and Documentation Chile-Latin America
  131. FIAN Belgium
  132. FIAN Brasil
  133. FIAN Deutschland
  134. FIAN Ecuador
  135. FIAN India
  136. FIAN Indonesia
  137. FIAN Paraguay
  138. FIAN Sri Lanka
  139. FIAN Switzerland
  140. FIAN UGANDA
  141. FIAN ZAMBIA
  142. FIAN, NEPAL
  143. FOCSIV Italian Federation Christian NGOs
  144. Focus Association for Sustainable Development
  145. Forum Ökologie & Papier
  146. Friends of the Earth Australia
  147. Friends of the Earth Canada
  148. Friends of the Earth England, Wales and Northern Ireland
  149. Friends of the Earth Japan
  150. Friends of the Earth Sri Lanka/CEJ
  151. Friends of the Earth US
  152. Fundación Ambiente y Recursos Naturales (FARN)
  153. Fundación Chile Sustentable
  154. Global Media Foundation LBG
  155. Good Health Community Programmes
  156. Gramya Resource Centre for Women
  157. Grupo Semillas
  158. Hope of Africa (HOFA) Cameroon
  159. Igapo Project
  160. Indigenous Environmental Network
  161. Indigenous Taiwan Self-Determination Alliance
  162. Investigación y Acción Biocultural, Anima Mundi, A.C.
  163. JA! Justica Ambiental/FOE Mozambique
  164. Jamaa Resource Initiatives
  165. JPIC Kalimantan
  166. Just Forests
  167. Justica Ambiental - JA!

- 
168. Kalpavriksh
  169. KOO - Co-ordination office of the Austrian Bishops' Conference for international development and mission
  170. KRuHA - people's coalition for the right to water
  171. Landelijk Netwerk Bossen-en Bomenbescherming
  172. Leefmilieu
  173. Legal Resources Centre
  174. Legal Rights and Natural Resources Center (LRC)
  175. Les Amis de la Terre - Belgique asbl (FoE Belgium)
  176. Les Amis de la Terre-Togo
  177. Lok Shakti Abhiyan
  178. Maryknoll Office for Global Concerns
  179. Masifundise Development Trust
  180. MAUSAM Movement for Advancing Understanding of Sustainability and Mutuality
  181. Milieu defensie
  182. Monteverde Commission for Resilience to Climate Change
  183. Mouvement Ecologique asbl., FoE Luxembourg
  184. Movimiento Independiente Indigena Lenca de la Paz Honduras MILPAH
  185. Naturaleza con Derechos
  186. ÖBV-Via Campesina Austria
  187. OFRANEH
  188. ONG
  189. ONG ACIEDD
  190. ONG ASHAD
  191. Pakistan Fisherfolk Forum
  192. Participatory Research & Action Network -PRAAN
  193. Pastoralists Alliance for Resilience and Adaptation Across Nations (PARAAN)
  194. People's Vigilance Committee on Human Rights (PVCHR)
  195. Persatuan Aktivis Sahabat Alam - KUASA, Malaysia
  196. Persatuan Pemeliharaan dan Pemuliharaan Alam Sekitar Sarawak (PELIHARA)
  197. Pertubuhan Pelindung Khazanah Alam Malaysia (PEKA)
  198. PILIER AUX FEMMESVULNERABLESACTIVES - PIFEVA
  199. Pro Natura / Friends of the Earth Switzerland
  200. Protect The Forest
  201. Reacción Climática
  202. ReCommon
  203. Red de Coordinación en Biodiversidad
  204. Red Dominicana de Estudios y Empoderamiento Afrodescendiente -Red Afros
  205. Réseau des Jeunes pour le Développement Durable -Madagascar
  206. Réseau Nigerien des Défenseurs des Droits Humains RNDDH
  207. Roots for Equity
  208. RSCDA-IO
  209. Rural Integrated Center For Community Empowerment
  210. RURAL RECONSTRUCTION FOUNDATION (RRF)
  211. Sahabat Alam Malaysia
  212. Salva la Selva
  213. Save Our Rice Campaign Network
  214. Size of Wales
  215. Slow Food Deutschland
  216. Small Scale Livestock and Livelihoods Program



- 
217. SNEHAKUNJA Trusthonnavaar Karnataka
  218. Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN)
  219. Sustainable Development Institute (SDI)
  220. The Australia Institute
  221. The Development Institute
  222. The Green Institute
  223. The Oakland Institute
  224. TORANG TRUST
  225. Trend Asia
  226. Ubuntu learning hub Trust
  227. Unidad de la Fuerza Indígena y Campesina
  228. vzw Climaxi
  229. Welthaus Diözese Graz-Seckau
  230. Zambia Alliance for Agroecology and Biodiversity (ZAAB)
  231. Zambian Governance Foundation for Civil Society (ZGF)
  232. Zimbabwe People's Land Rights Movement

### **Universitaires**

233. Adeola Oluwadare Samson, Nigeria
234. Aili Pyhälä, Finland
235. Alison Blay-Palmer, Canada
236. Anacleto Roberto Carolina Soares, Timor-Leste
237. Anitra Nelson, Australia
238. Artur Milewski, Poland
239. Aruna Rodrigues, India
240. Carlos Augusto Pantoja Ramos, Brasil
241. Christine Leiser, Germany
242. David Barkin, Mexico
243. Dr. med. vet. Anita Idel, Germany
244. Elen Shute, Australia
245. Elizabeth Bravo, Ecuador
246. Floren Satizabal P., Colombia
247. Gerardo Cerdas Vega, Costa Rica
248. Giulia Chersoni, Italy
249. Guillaume Carbou, France
250. Helen Newing, UK
251. Jackie Sunde, South Africa
252. Janis Alcorn, Canada
253. Jeff Corntassel, Cherokee Nation citizen; Canada
254. John Thackara, UK
255. K. Nadeesha Nisansala, Sri Lanka
256. Kshama Nagaraja
257. Kudzai, South Africa
258. Kyle, Spain
259. Liliana Buitrago , Venezuela
260. Maria Carolina Olarte, Colombia
261. Marie Bouchet, France
262. Michel PIMBERT, UK
263. Mike Jones, Sweden

- 
264. Nora Faltnann, Austria  
265. Olivier Hamerlynck, Mozambique  
266. Peter Mukasa Reutter, Germany  
267. Prof Jack Heinemann, New Zealand  
268. Rajeswari S. Raina, India  
269. Rosario Carmona, Norway  
270. S Faizi PhD, India  
271. Saloni, India  
272. Yung En Chee, Australia

<sup>1</sup> UNEP 2023. State of Finance of Nature, <https://www.unep.org/resources/state-finance-nature-2023>

<sup>2</sup> Dooley K., Keith H., Larson A., Catacora-Vargas G., Carton W., Christiansen K.L., Enokenwa Baa O., Frechette A., Hugh S., Ivetic N., Lim L.C., Lund J.F., Luqman M., Mackey B., Monterroso I., Ojha H., Perfecto I., Riamit K., Robiou du Pont Y., Young V., 2022. The Land Gap Report 2022, <https://www.landgap.org/>

<sup>3</sup> Green Finance Observatory, GFO's response to IAPB's consultation on archetypes, 29 April 2024 <https://greenfinanceobservatory.org/wp-content/uploads/2024/04/IAPBconsultation2v5.pdf>

<sup>4</sup> IPES-Food, 2024. Land Squeeze: What is driving unprecedented pressures on global farmland and what can be done to achieve equitable access to land? <https://ipes-food.org/report/land-squeeze/>

<sup>5</sup> Kill J, Franchi G, Rio Tinto's biodiversity offset in Madagascar – Double landgrab in the name of biodiversity?, World Rainforest Movement, Re:Common, March 2016. [https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2016/04/RioTintoBiodivOffsetMadagascar\\_report\\_EN\\_web.pdf](https://wrm.org.uy/wp-content/uploads/2016/04/RioTintoBiodivOffsetMadagascar_report_EN_web.pdf); Re:common,

Turning forests into hotels The true cost of biodiversity offsetting in Uganda, Apr 2019

<https://www.recommon.org/en/turning-forests-into-hotels-the-true-cost-of-biodiversity-offsetting-in-uganda/>;

The Guardian, 'Nowhere else to go': forest communities of Alto Mayo, Peru, at centre of offsetting row, January 2023, <https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/forest-communities-alto-mayo-peru-carbon-offsetting-aoe>;

Mongabay, Shell affiliate accused of violating Indigenous rights in carbon credit contracts, November 2023

<https://news.mongabay.com/2023/11/shell-affiliate-accused-of-violating-indigenous-rights-in-carbon-credit-contracts/>;

Counsell S., Survival International, Blood Carbon: how a carbon offset scheme makes millions from Indigenous land in Northern Kenya, March 2023,

[https://assets.survivalinternational.org/documents/2466/Blood\\_Carbon\\_Report.pdf](https://assets.survivalinternational.org/documents/2466/Blood_Carbon_Report.pdf)

<sup>6</sup> Rojas-Marchini F and Carmona R. Biodiversity offsets and credits: Key aspects that make them problematic for protecting biodiversity, Third World Network Briefing Paper, March 2024. [Voir ici](#).

<sup>7</sup>À titre d'exemple, la figure S2 de l'article suivant montre les premiers signes d'une forte concentration de compensations (23 % de l'ensemble des données) sur les "autres prairies neutres à l'état modéré" dans le marché britannique des compensations pour la biodiversité. Rampling, E., zu Ermgassen, S.O.S.E., Hawkins, I. et Bull, J.W., 2023. Achieving biodiversity net gain by addressing governance gaps underpinning ecological compensation policies (Réaliser un gain net de biodiversité en comblant les lacunes de gouvernance qui soutiennent les politiques de compensation écologique). Conservation Biology, <https://osf.io/preprints/osf/avrhf>

<sup>8</sup>L'expérience du marché des crédits compensatoires pour la biodiversité de la Nouvelle-Galles du Sud montre qu'un grand nombre de types de crédits conduit à un marché illiquide : "Liquidité du marché du crédit 7.6 Comme indiqué ci-dessus, il existe plus de 1 000 types de crédits différents qui peuvent être échangés dans le cadre du système. Les parties prenantes ont noté que cela reflétait la complexité de la biodiversité, mais le résultat est que le marché du crédit est également complexe et largement illiquide." Parlement de Nouvelle Galles du Sud, Integrity of the NSW Biodiversity Offsets Scheme, Report 16. [Voir ici](#).

<sup>9</sup> Pascual, U. et al. Diverse values of nature for sustainability. Nature, v. 620, n. 7975, p. 813–823, 2023. <https://doi.org/10.1038/s41586-023-06406-9>

---

<sup>10</sup>Par exemple, les nouveaux paiements pour "services environnementaux" versés par le Royaume-Uni aux agriculteurs iront de pair avec la suppression progressive des subventions directes à l'agriculture. Horton H, The Guardian, Revealed: farmers received only tiny sum from post-Brexit sustainability fund last year, 12 February 2023,

<https://www.theguardian.com/environment/2023/feb/12/farmers-post-brexit-payments>; Farmers Weekly, Defra confirms reductions in support for farmers, 24 February 2020, <https://www.fwi.co.uk/business/payments-schemes/defra-confirms-reductions-in-support-for-farmers>

<sup>11</sup> Greenfield P, The Guardian, Revealed: more than 90% of rainforest carbon offsets by biggest certifier are worthless, analysis shows, 18 January 2023,

<https://www.theguardian.com/environment/2023/jan/18/revealed-forest-carbon-offsets-biggest-provider-worthless-verra-aoe>